

RAPPORT 2016 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - BURKINA FASO

Résumé analytique

La Constitution dispose que le Burkina Faso est un État laïc ; avec les autres lois, celle-ci garantit aux personnes le droit de choisir et de changer de religion, et de pratiquer la religion de leur choix. Le gouvernement a subventionné les frais de voyage pour les pèlerins musulmans se rendant au Hadj et a versé des subventions aux quatre principales communautés religieuses. En août le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) a convoqué et auditionné les responsables de la télé Al Houda et de la radio Femina FM pour contenu jugé « attentatoire au principe de la tolérance religieuse ». Le gouvernement a nommé des représentants des principales communautés religieuses comme membres de la commission chargée de rédiger la nouvelle constitution.

Le 15 janvier, des hommes lourdement armés ont attaqué un restaurant et deux hôtels à Ouagadougou faisant 30 morts et plus de 50 blessés. Une riposte menée par les forces nationales et internationales a permis de tuer les trois assaillants et libérer 176 personnes prises au piège dans l'un des hôtels. Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et Al-Mourabitoun ont revendiqué les attaques qui selon leur déclaration visaient les « ennemis de la religion ».

En juillet, dans un conflit foncier opposant la communauté musulmane et l'ethnie Siamou à Orodara, des jeunes gens ont pillé et vandalisé une mosquée sunnite située sur le terrain litigieux. Le personnel de l'Ambassade tient régulièrement des discussions avec le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure sur les incidents touchant la liberté religieuse y compris l'incident de Orodara. Le gouvernement des Etats-Unis a organisé une table ronde sur la liberté religieuse en septembre afin de promouvoir la tolérance et le dialogue interreligieux. Les officiels de l'Ambassade ont aussi rencontré les leaders religieux afin de promouvoir la liberté religieuse.

Section I. Démographie Religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale du Burkina Faso s'élève à 19,5 millions d'habitants (estimations de juillet 2016). D'après le recensement général de 2006, 61 % sont musulmans, en majorité sunnites, 19 % sont catholiques, 4 % appartiennent à divers groupes protestants et 15 % sont de religions exclusivement traditionnelles. Moins d'un pour cent des habitants sont athées ou appartiennent à d'autres groupes religieux. Les chiffres relatifs à l'appartenance religieuse sont approximatifs car musulmans et chrétiens adhèrent souvent simultanément à certains aspects des croyances religieuses traditionnelles.

Les Musulmans habitent principalement dans les régions frontalières du nord, de l'est et de l'ouest, tandis que les Chrétiens vivent surtout dans le centre du pays. Les religions traditionnelles sont pratiquées à travers tout le pays, surtout dans les communautés rurales. La capitale compte une population musulmane et chrétienne. Il n'existe pas de corrélation entre l'affiliation religieuse, l'appartenance ethnique ou le statut politique ou socio-économique.

Section II. Etat des lieux du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution dispose que le Burkina Faso est un État laïc ; avec les autres lois, elle garantit aux personnes le droit de choisir et changer leur religion, et de pratiquer celle de leur choix. La constitution établit également que la liberté de religion est assujettie au respect de la loi, de l'ordre public, de la morale et au respect de la personne humaine. Les partis politiques basés sur l'appartenance religieuse, ethnique ou régionale sont interdits.

La législation requiert que toutes les organisations, religieuses ou autres, s'enregistrent auprès du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité qui est chargé des affaires religieuses. Le Ministre, par le biais de la direction des Affaires coutumières et des pratiques religieuses, veille à l'application des normes d'enterrement, d'exhumation et de transfert de restes ; aide à l'organisation des pèlerinages ; promeut et renforce le dialogue interreligieux et la paix ; et développe et met en œuvre les mesures d'érection des lieux de culte et l'enregistrement des organisations religieuses et des congrégations religieuses. Cette démarche prend en général trois à quatre semaines et elle coûte moins de 50 000 francs CFA (93 dollars). L'enregistrement confère un statut juridique, mais aucune obligation ou avantage particulier. Une organisation non enregistrée est passible d'une amende de 50 000 à 150 000 francs CFA (93 à 278 dollars É.-U.)

Les organisations religieuses relèvent du même cadre réglementaire que d'autres entités en matière de publication et de radiodiffusion. Le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité peut demander à voir des exemplaires des publications et émissions proposées afin de vérifier si elles sont conformes à la nature déclarée du groupe religieux concerné.

L'enseignement religieux est interdit dans les écoles publiques. Des groupes musulmans, catholiques et protestants administrent des écoles primaires et secondaires ainsi que quelques établissements d'enseignement supérieur. En vertu de la loi, les responsables des écoles sont tenus de fournir le nom de leurs directeurs au gouvernement et d'enregistrer leurs établissements, qu'ils soient religieux ou non, auprès du ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation ; néanmoins le gouvernement n'intervient pas dans la nomination ou l'agrément de ces responsables.

Le pays est signataire du Pacte International relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a mis en place un Observatoire National des Faits Religieux (ONAFAR) pour le suivi et la mise en œuvre des règlements sur les pratiques culturelles comme suggéré par les responsables des communautés religieuses et le gouvernement. L'ONAFAR a joué également un rôle de médiation au sein de la communauté religieuse. En août, elle a suivi un conflit entre les membres de la Fédération des Associations Islamiques du Burkina (FAIB), une organisation qui voulait unir les organisations musulmanes au Burkina Faso sur le renouvellement de la classe dirigeante.

Le gouvernement accordait à tous les groupes religieux le même accès aux procédures d'inscription et il approuvait régulièrement leurs demandes d'enregistrement.

Le gouvernement ne finançait pas les écoles religieuses et ne les soumettait pas à l'impôt, sauf lorsqu'elles se livraient à des activités à but lucratif. De même, les groupes religieux n'étaient soumis à l'impôt que lorsqu'ils se livraient à des activités commerciales, comme l'agriculture ou la production laitière. Le gouvernement a passé en revue les programmes d'enseignement des établissements religieux afin de s'assurer qu'ils dispensent le programme académique complet. Néanmoins la majorité des écoles coraniques n'était pas enregistrée et leurs programmes d'enseignement n'ont donc pas pu être passés en revue.

L'ancien gouvernement allouait chaque année 75 millions de francs CFA (139 000 dollars US) à chacune des communautés musulmane, catholique et protestante. Selon le ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité, le gouvernement octroyait éventuellement des subventions supplémentaires aux communautés ou organisations religieuses qui s'engagent dans une mission d'intérêt général telle que l'éducation, la santé ou la formation professionnelle ; lorsque les communautés religieuses menaient des activités d'intérêt national, telles que la promotion de la paix ou la stabilité sociale, ainsi que dans les cas où, la réussite ou l'échec d'une activité aurait pu affecter une grande partie de la population, notamment dans le cas des pèlerinages. A titre illustratif, en Septembre le gouvernement a alloué environ 1.1 milliard de FCFA (1.76 million dollars US) pour subventionner le coût du pèlerinage de 5 500 musulmans en partance pour le Hadj. Le gouvernement a aussi octroyé des subventions aux écoles catholiques, protestantes et musulmanes (franco-coraniques) à travers des subventions sur les salaires des enseignants qui sont plus bas que ceux des enseignants des écoles publiques.

En mars, le gouvernement a mis en place une commission constitutionnelle chargée de rédiger la nouvelle constitution. Sur un total de 92 membres nommés en juin, six sont des représentants des principales communautés religieuses.

La commission d'éthique du Conseil Supérieur de la Communication (CSC), l'organe gouvernemental chargé de la régulation des médias a convoqué et auditionné les responsables de la télé Al Houda et de la radio Femina FM le 12 août pour contenu jugé « attentatoire au principe de la tolérance religieuse » et en violation des termes des accords signés entre le CSC et les organisations des médias. Selon le CSC, Al Houda et Femina FM diffusent des sermons « offensant ». Le gouvernement a déclaré que les diffusions incriminées faisaient une analyse comparative entre l'Islam et les autres religions avec une « forte tendance de dénigrer les autres religions, y compris le christianisme ». Selon les informations, les responsables des médias présents à l'audition ont indiqué au CSC qu'ils n'avaient pas écouté les sermons incriminés au préalable et ont promis d'éviter de tels articles à l'avenir.

Les abus des Forces Etrangères et des Acteurs Non-étatiques

Le 15 janvier, des hommes lourdement armés ont attaqué un restaurant et deux hôtels et ont tué 30 personnes et blessé plus de 50 autres. Une riposte menée par les forces nationales et internationales a permis de tuer les trois assaillants et libérer 176 personnes prises au piège dans l'un des hôtels. Al-

Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et Al-Mourabitoun ont revendiqué les attaques qui selon leur déclaration visaient les « ennemis de la religion ».

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

En juillet, au cœur d'un litige de plusieurs années et d'une bataille juridique en cours entre la communauté musulmane et les membres de l'ethnie Siamou à propos d'un lopin de terre à Orodara, un groupe de jeunes Siamous ont pillé et vandalisé une mosquée sunnite située sur le terrain litigieux. Selon la presse, une deuxième mosquée construite récemment sur un terrain considéré par les Siamous comme sacré est à l'origine de l'incident. Les autorités locales et nationales ont tenté sans succès une médiation entre les deux groupes. En août, le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure a rencontré la FAIB et l'ONAFAR pour parler du conflit à Orodara et encourager les deux parties à résoudre la crise de manière pacifique. Les deux organisations ont déclaré que l'initiative du Ministre était louable et ont affirmé être engagées à rassembler les protagonistes afin de trouver « des solutions durables et consensuelles ».

Des membres de l'Organisation de la Communauté Musulmane Burkinabè, de l'Archidiocèse de Ouagadougou (catholique) et de la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques (protestants) ont déclaré que la tolérance religieuse était ancrée au Burkina Faso et qu'il existe des exemples de familles où les membres sont de religions diverses.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Le personnel de l'Ambassade tient régulièrement des discussions avec le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure sur les incidents touchant la liberté religieuse y compris l'incident de Orodara.

L'Ambassadeur et les responsables de l'Ambassade des États-Unis ont rencontré de façon séparée les leaders religieux catholiques, musulmans et protestants à travers le pays au niveau local et national pour encourager leurs efforts de promotion du dialogue interreligieux et plaider pour la liberté et la tolérance religieuse.

L'Ambassade a organisé une table ronde sur la liberté religieuse le 15 septembre. Parmi les invités l'on notait deux représentants de chacune des communautés catholiques, musulmans et protestants ; le directeur des affaires religieuses du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ; le président de l'ONAFAR et deux journalistes. La discussion a essentiellement porté sur le point de vue des participants sur l'état de la liberté religieuse dans le pays, les voies pour promouvoir le dialogue interreligieux et sur la façon de maintenir la coexistence pacifique entre les diverses communautés religieuses.